

Laurence VAPAILLE
Maître de conférences en droit public - HDR
Cergy Paris Université (CYU)
Laurence.vapaille@cyu.fr

Parcours universitaire

Diplômes

1998 – **Doctorat de droit public** – Mention Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Sous la direction de M. Thierry Lambert, Professeur à Paris 13.

Recherche sur la doctrine administrative en droit fiscal. Exemple de l'imposition sur la fortune (Impôt sur les grandes fortunes – Impôt de solidarité sur la fortune).

2009 – **Habilitation à diriger les recherches** – CERAP – Paris 13.

Emploi

1999 – Maîtresse de conférences - IUT GEA, Université d'Evry-Val d'Essonne

2005 – 2017 Maîtresse de conférences – UFR Droit et science politique, Université d'Evry-Val d'Essonne / Paris-Saclay

Depuis septembre 2017 Maîtresse de conférences – UFR Droit et science politique, Cergy Paris Université (CYU)

Publications

Ouvrages

- *La doctrine administrative fiscale*, L'Harmattan, coll. Finances publiques, 1999, 488 pages.

- *Refonder l'impôt sur le revenu ?*, (dir. L. Vapaille) L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2013, 262 pages.

- *Droit fiscal*, (en collaboration Jean-Jacques Bienvenu, Thierry Lambert), PUF, Coll. Droit fondamental, 5ème éd. 2021, 490 pages

Articles (liste non exhaustive)

- « Le principe de sécurité juridique : réalité et avenir en droit français », *LPA*, 10 août 1999, n° 158, pp. 18-25.

- « La doctrine administrative et l'imposition sur la fortune », *RFFP*, 2001, n° 75, pp. 61-74.

- « L'intérêt de retard : le prix du temps ? », *Les sanctions administratives fiscales : aspects de droit comparé*, T. Lambert (dir.), L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2006, pp. 107-133.

- « Harmonisation fiscale et rapprochement des législations, ou de l'inadéquation des moyens aux objectifs », *Mondialisation et fiscalité – La globalisation fiscale*, M. Leroy (dir.), L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2006, pp. 121-158.

- « De la pertinence de l'étude des sanctions fiscales pénales en droit comparé (où de l'intérêt d'aller voir ailleurs) », *Les sanctions pénales fiscales*, T. Lambert (dir.), L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2007, pp. 37-56.

- « Du rôle du juge et l'administration dans l'application des sanctions fiscales », *Revue tunisienne de fiscalité*, 2007, n° 7, pp. 425-446.

- « L'amnistie fiscale : le pardon ou l'oubli ? », *L'administration de l'impôt en France et dans le monde*, M. Leroy, L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2008, pp. 187-203.

- « Quelques remarques à propos de l'étendue du rôle du juge de cassation en matière de contentieux fiscal », *Revue tunisienne de fiscalité*, 2008, n° 9, pp. 347-382.

- « La concurrence fiscale dans le cadre de l'UE », *Revue tunisienne de fiscalité*, 2009, pp. 229-247.
- « Rapport sur les différents moyens d'investigations de l'administration fiscale », *Les enquêtes fiscales : le droit de visite et de saisie*, C. Lopez (dir.), Montchrestien, coll. Grands colloques, 2010, 154 pages.
- « L'efficacité du principe pollueur-payeur dans le cadre de la fiscalité », *Changements climatiques et défis du droit*, C. Cournil et C. Colard-Fabregoule, Bruylant, 2010, pp. 155-176.
- « L'attractivité fiscale », *La fin des paradis fiscaux ?*, T. Lambert, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2011, pp. 99-117.
- « De la sanction à la transaction », *Gestion et finances publiques*, 2012, n° 2, pp. 146-149.
- « Les conséquences de la concurrence fiscale sur les principes fondateurs de l'impôt », *Annales de la faculté de droit d'Oran*, n° spécial, 2013, pp. 40-52.
- « L'extension de la progressivité de l'impôt sur le revenu à la CSG », *Refonder l'impôt sur le revenu ?*, L. Vapaille (dir.), L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2013, pp. 147-169.
- « Les limites de la mission du tribunal des conflits en matière de contentieux fiscal », *Le contentieux fiscal en débats*, T. Lambert, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2013, pp. 99-120.
- « L'imposition des revenus de la famille en droit français : un traitement à géométrie variable », *REIDF 2/2018*, pp. 219-226
- « La saga du taux réduit applicable aux livres numériques révélatrice de la profonde mutation de la TVA », *REIDF 2/2018*, pp. 314-317
- « La sécurité juridique au prisme du rescrit », *Annales de la faculté de droit et des sciences politiques*, Université Oran 2, n° spécial 2018, pp. 192-226.
- « De l'effet des technologies numériques sur la fraude à la TVA », *REIDF 3/2021*, pp. 399-406

A paraître :

- « La transaction : le jeu en vaut-il la chandelle ? » ouvrage collectif *Les sanctions en droit administratif* (dir. P. Bourdon et L. Janicot)
- « L'établissement stable ou les contours malléables d'une notion en fin de règne ? » ouvrage collectif, *Les normes extra-étatiques du droit fiscal* (dir. S. Lambert-Wiber)
- « Rénover la politique de la TVA par les taux réduits – La directive 2022/542 : une occasion manquée ? » *REIDF 4/2022*.

Articles collectifs

- C. de La Mardière, F. Bin et L. Vapaille « Enquête relative à l'enseignement du droit au sein de l'université », *Gestion et finances publiques*, 2011, n° 7,
- A. Trindade Marinho et L. Vapaille, « La fiscalité des particuliers au prisme du genre », *La loi et le genre – Etudes critiques de droit français*, D. Roman, M. Pichard et S. Hennette-Vauchez, CNRS Editions, 2014, pp. 447-465.
- D. Lecomte et L. Vapaille, « Le délit de fraude fiscale : le cas de la fraude carrousel », *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 1/2015.

Chapitre ouvrage

- « Codes de gouvernance d'entreprise et obligations fiscales », *L'effectivité des codes de gouvernance d'entreprise, de l'intérêt du droit international pour apprécier l'opportunité d'une réforme législative en France*, sous la direction de Madame la Professeur Frédérique Coulée et de Madame Julia Motte-Baumvol, rapport février 2018, pp. 180-185.

Chroniques bimensuelles – LEXBASE

- 2008/2012 - Impôts locaux
- 2011/2015 - Taxe sur la valeur ajoutée

Chronique annuelle TVA (direction) depuis 2017 - REIDF

Responsabilité éditoriale

Depuis 2015, secrétaire de rédaction - *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, Larcier

Co-direction de numéros de la *REIDF* :

- « Imposition de la famille : la difficile recherche de l'équilibre » en codirection avec T. Obrist et T. Bornick, n° 2/2018
- « Fédéralisme et régionalisme fiscaux », n° 1/2019 en codirection avec T. Lambert
- « La TVA à l'ère numérique », n° 3/2021 en codirection avec S. Lambert-Wiber

Responsabilité scientifique de colloques :

- Janvier 2012 « Refonder l'impôt sur le revenu », actes publiées chez L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2013 (direction scientifique de la publication : L. Vapaille)
- Avril 2013 « Les vices de procédures en matière de contrôle fiscal », compte rendu publié dans la revue *Lexbase* (avril 2013)
- Mai 2014 « Les prix de transfert », compte rendu publié dans la revue *Lexbase* (juin 2014)
- 3 juin 2016 « La fiscalité de l'économie collaborative », direction scientifique assurée en collaboration avec S. Lambert-Wiber.
- 12 mai 2017 « Les droits du contribuable face à l'administration dématérialisée » direction scientifique assurée en collaboration avec S. Lambert-Wiber, publication des actes dans la revue *Gestion et finances publiques*, n° 6-2017.
- 28 septembre 2018 – « De la valeur en douane et des prix de transfert en matière fiscale »
- 20 septembre 2019 « La gestion des risques : analyse comparée droit fiscal/droit douanier » direction scientifique en collaboration avec J.-L. Albert
- 11 janvier 2020 « La TVA à l'ère numérique » direction scientifique assurée en collaboration avec S. Lambert-Wiber, publication des actes dans la *REIDF* 3/2021

Participation à des groupes de recherche

- 2005/07- Projet TEMPUS (Joint European Project Grant Contrat n° T JEP 23129 2002) Université Paris 13/ Université de Reims/ Université d'Orel (Russie)
- 2011/13 – REGINE (Recherches et études sur le genre et les inégalités dans les normes européennes) projet ANR – Paris 10
- 2014/18 – L'effectivité des codes de gouvernance, de l'intérêt du droit international pour apprécier l'opportunité d'une réforme législative en France (Mission droit et justice) – UEVE

Activité d'encadrement

- Membre rapporteur jury HDR : 1
- Membre rapporteur jury de thèse : 21

Thèses soutenues (4)

- Delphine SIQUIER-DELOT, *La notion de lucrativité en droit fiscal*, thèse soutenue le 19 novembre 2021 (Université de Paris-Saclay – Evry-Val d'Essonne).
- Ikram CHEBBI, *La localisation et la taxation des profits financiers dans les transactions internationales*, thèse soutenue le 30 septembre 2021 (CYU).

- Assia AOUIMEUR, *Les difficultés de mise en œuvre de la fiscalité environnementale*, thèse soutenue le 14 janvier 2019 (Université Sorbonne Paris Nord).
- Ousmane CISSE, *L'assistance administrative en matière fiscale dans l'Union européenne*, thèse soutenue le 28 novembre 2014 (Université Paris 13)
- Direction actuelle de thèse : 2

Enseignements actuels

- CYU** Licence 3 - Droit fiscal (33 h)
 Master 1 – Droit fiscal des affaires II (33 h)
 Master 2 Droit fiscal et douanier – séminaire « TVA intracommunautaire » (36 h)
 Master 2 Droit fiscal et douanier – séminaire « Procédures fiscales » (30 h)
 Master 2 Droit pénal financier – séminaire « Fraude et contrôle fiscal » (20 h)
 Master 2 Droit et financement des investissements immobiliers – séminaire « fiscalité immobilière » (20 h)
 DJCE – séminaire « Contrôle fiscal » (6 h)
- Sceaux** Master 2 Droits de l'Homme et entreprise – séminaire « Lutte contre la fraude » (20 h)

Responsabilités pédagogiques

- 2003-2015 directrice du Master 2 professionnel Carrières judiciaires - UEVE
- depuis septembre 2022 – Directrice du Master 2 Droit fiscal et douanier - CYU

Responsabilité administrative

- 2007/11 – membre du conseil de l'UFR droit
- Membre de commissions de recrutement : UEVE, Université Paris 13, Aix-Marseille, Nice Sophia Antipolis, Université polytechnique des Hauts de France, Université de Toulouse – Capitole, CYU
- depuis septembre 2019 : vice-doyenne aux affaires générales
- depuis janvier 2020 : responsable Master 1
- depuis janvier 2023 : membre du conseil d'établissement de CYU Paris Université

Appartenance à des sociétés et associations savantes

- Membre fondateur de l'Institut international des sciences fiscales et secrétaire générale depuis 2008.
- Membre de la Société française de finances publiques